

FRANCHISE OU CYNISME?...

On serait tenté d'accorder à l'actuel «Président de la République» le mérite d'une certaine franchise.

Il nous faut, cependant, tempérer ce jugement par un constat, beaucoup moins gratifiant, pour Nicolas, lorsque, notamment, il fait preuve d'un cynisme désarmant. Certes, on pouvait ne pas être dupe de sa promesse électorale: «*Augmenter le pouvoir d'achat des français*», mais, l'entendre au lendemain même de son accession au trône de France, déclarer froidement qu'il fallait renoncer à l'augmentation du pouvoir d'achat au prétexte que «*les caisses seraient vides*», ce n'est plus de la franchise mais, bel et bien, du cynisme!

Notons, au passage, que les caisses ne sont pas vides pour tout le monde, à commencer pour lui, dont le pouvoir d'achat semble s'être largement amélioré !... Il est vrai «*qu'on est jamais si bien servi que par soi-même*».

Mais, la désinvolture de Nicolas ne suffit pas à expliquer son comportement. A sa façon, lui aussi, pratique la real-politik et, de surcroît, en raison, peut-être, de ses origines, notre sémillant Président semble être un adepte convaincu du cosmopolitisme.

Mais la pratique du cosmopolitisme est un exercice périlleux et, en tous cas, hors de portée du premier bonimenteur venu, fut-il doté d'une bonne dose de suffisance doublée d'un solide mépris pour le bon peuple. Par exemple, vouloir à tout prix satisfaire l'oncle SAM, tout en ne mécontentant pas le «Saint Empire Romain Germanique» est un exercice particulièrement difficile et hors de portée du premier Nicolas venu!

Mais, reconnaissons-le, les gesticulations du «Président» sont moins importantes que l'édification patiente et raisonnée des institutions cléricales et totalitaires de la «Nouvelle Europe». De ce point de vue, on aurait tort de sous-estimer l'importance des difficultés rencontrées par l'ex-responsable de l'UIMM Gautier-Sauvagnac. Derrière la campagne médiatique, orchestrée par la propagande d'état, se dissimule la volonté de changer, dans les nations de la «vieille Europe», la nature même des rapports sociaux qui, en fonction de la théologie de la subsidiarité, cesseraient, miraculeusement d'être des rapports de forces.

Mais, répétons-le: «les faits sont têtus» et, en dépit des efforts de la propagande officielle et de la «bonne volonté» des «appareils», inévitablement, à un moment ou à un autre, surviendra la minute de vérité, c'est-à-dire, entre autres, la décision, par les intéressés eux-mêmes, de transformer les processions organisées par le «syndicalisme rassemblé» en véritable mouvement de révolte avec toutes les conséquences que cela comporte.

Toutefois, reconnaissons-le, au moins pour le moment, nous conservons, individuellement, une certaine liberté de parole et d'action. Nous ne sommes pas confrontés aux méthodes répressives, par exemple, du fascisme italien, du national socialisme allemand ou du stalinisme.... Fort heureusement nous n'avons pas à affronter les «chemises noires», «brunes» ou «rouges».

Alors, raison de plus pour refuser toute collaboration aux institutions corporatistes de la «nouvelle Europe»... Ne serait-ce que pour sauvegarder notre dignité de militants ouvriers et de démocrates et, du même coup, sauvegarder l'avenir!

Alexandre HEBERT.

A LA C.G.T.F.O.: UNE «BASE» CLAIRVOYANTE!

Le *Figaro-économie* titrait il y a quelques temps: «*Du rififi à FO sur l'accord du marché du travail*». On sait que la presse travestit souvent la vérité sur le syndicalisme indépendant. En effet il est faux de dire qu'il y a du rififi à FO. Mais il est vrai de dire que rarement une signature d'accord avait déclenché autant de débats et de prises de position.

S'il y en avait pour croire qu'on peut faire avaler n'importe quoi aux camarades, ils en sont quittes pour corriger leur conception. Déjà on avait eu un aperçu de cette rassurante clairvoyance de la «base» au congrès confédéral de juin 2007, quand finalement presque 10% des voix n'avaient pas approuvé la forme et le fond de l'adhésion de la CGTFO à la *Confédération Syndicale Internationale* CSI. Et ce malgré une vaste campagne menée de tous bords contre ceux qui, à l'origine de la controverse, avaient déposé des propositions de modification des statuts prévoyant simplement de ne pas y inscrire cette affiliation, à l'instar de l'affiliation à la CES ; campagne à la limite de la paranoïa lorsqu'elle dénonçait une menée scissionniste.

Dans le débat sur l'accord du marché du travail, on a cru bon de stigmatiser les militants qui «*se prennent pour des juristes*». L'argument est habile mais spécieux: il s'agissait de faire comprendre que ces juristes n'en étaient pas (en tout cas pas de formation), que leurs analyses juridiques n'étaient pas valables. Et par conséquent, que leurs analyses syndicales qui en découlent sont également fausses. Opposer à ces camarades une «véritable» analyse syndicale et militante, c'est faire une irrecevable injure à celles et ceux qui sont des militants issus du terrain. Et non seulement issus mais ils y sont encore tous les jours, y défendant bec et ongles les droits des salariés, certes quelques fois dans ce qu'ils ont de plus trivial, mais assurément là où c'est le plus difficile et le moins confortable.

Nous avons avec quelques camarades rédigé et diffusé quelques jours avant le CCN une «adresse» à ses membres. Il s'agissait pour les rédacteurs d'alerter en interne sur le virage vers le «*dialogue social*» qui semble se dessiner par rapport à l'orientation et les revendications issues du congrès confédéral de juin 2007. Le «*dialogue social*», on l'a déjà dit ici, ce n'est qu'une nouvelle appellation, frelatée, pour l'association capital-travail. L'ouverture du dialogue social signifie le plus souvent, en l'absence de rapport de force, la fermeture de la porte aux revendications. Et la «*GPEC*» qui est selon moi le point le plus critiquable de l'accord, c'est ce «*dialogue social*», cette participation à la gestion des entreprises qu'en son temps on appelait «*autogestion*».

A ce sujet, on lira ou relira avec profit le supplément au n°1608 de *FO Hebdo*, brochure confédérale du 21 novembre 1979 intitulée «*Contre toute emprise politique, pour un réformisme militant*», et particulièrement le dossier du camarade Roger Sandri «*Doctrine sociale de l'église = syndicalisme chrétien = autogestion*».

Evidemment cette prise de position a dérangé. Elle a sans doute beaucoup de défaut, mais elle a au moins le mérite de ne pas céder au jésuitisme ambiant. En tout cas, pas plus que les mises à l'index elle n'a rebuté les destinataires qui ont résolument exposé leurs analyses à la tribune.

Je vois pour ma part dans toute cette affaire un signe appréciable d'indépendance et de vitalité: non seulement les interventions ont été nombreuses, mais rarement elles ont été dans leur ensemble d'une telle qualité. Je vois aussi là un signe indéniable, tout à fait précieux, et salutaire de liberté structurelle de l'organisation.

Tout cela est encourageant!

Yann PERROTTE

LIBERTÉ DE PAROLE ET D'ACTION

Il est difficile de ne pas faire la liaison, entre la crise des surprimes aux Etats-Unis provoqué par l'effondrement du système bancaire et l'avalanche des plans de licenciements. Certes, nous ne sommes qu'au début de ce qui est visible de l'iceberg. Beaucoup ont tendance à sous-estimer le rôle et l'implication des fonds de pensions dans l'économie mondiale. Ceux-ci sont dans tous les secteurs d'activité. Les fonds de la filiale d'Airbus dans EADS pour la partie allemande, sont d'origine nord américaines.

Qu'on ne s'y trompe pas, il va y avoir une accélération des délocalisations en vue de combler la crise liée à l'économie américaine. Celle-ci a été estimée par le fond monétaire international à 400 milliards de dollars. La *Banque Centrale Européenne* a fait prévaloir son rôle de gendarme monétaire pour l'euro fort. C'est une politique déflationniste qui détruit plus de travail qu'elle n'en crée. Le bon sens voudrait qu'au travers d'une relance de l'économie (1), on favorise le niveau de vie. Ce n'est pas utopique, mais, pour cela, il faut quitter la C.S.I. et rompre avec l'Union Européenne.

C'est pourquoi le gouvernement s'attaque à toute réglementation liée au code du travail. Il est pour le moins fallacieux d'essayer de tromper l'opinion en substituant d'une part, la notion de croissance en France et celle d'augmenter le pouvoir d'achat des français.

Il y a d'un côté le profit des entreprises, qui ne va pas de pair avec l'augmentation des salaires. Au nom du traitement social du chômage inspiré par son éminence européiste Jacques Delors (le père de la politique de rigueur en 1982 avec le concours de ses partenaires «critiques» du PCF), celui-ci a contribué au basculement des cotisations sociales des patrons sur celles des salariés.

C'est tout simplement le vol du salaire différé, à l'origine du «*trou de la sécurité sociale*». C'est pour cela que les gouvernements nous spolient tous les ans, quitte à remettre en cause la plus indispensable des conquêtes ouvrières: la Sécurité Sociale. Tout aussi grave est la signification de «l'accord» arraché par le gouvernement sur la modernisation du marché du travail. Que les confédérations sous la pression du gouvernement acceptent de négocier sur les revendications des patrons est lourd de conséquence.

Nous venons de basculer dans une sorte d'état totalitaire dans lequel les confédérations qui sont censées représenter les salariés sont devenues des «co-législateurs».

Cette politique porte en elle les germes du fascisme. Les déçus d'aujourd'hui peuvent devenir demain les milices des forces réactionnaires (2).

L'indépendance des organisations syndicales est plus que jamais nécessaire. La C.G.T.F.O. connaît actuellement, et à tous les niveaux, un certain nombre de difficultés qui sont, notamment, liées au mépris de certains responsables syndicaux, des règles les plus élémentaires de la démocratie syndicale. Il faut, de toute urgence, redonner la parole aux syndiqués!

Patrick BROSSARD

(1) Politique keynésienne. (2) Voir l'origine des SS sur internet.

REPÈRES...

“Les lois sont encore très impuissantes contre ces accès de rage, c'est comme si vous lisiez un arrêt du conseil à un frénétique. Ces gens-là sont persuadés que l'esprit saint qui les pénètre est au-dessus des lois, que leur enthousiasme est la seule loi qu'ils doivent entendre. Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qui, en conséquence est sûr de mériter le ciel en vous égorgeant? Ce sont d'ordinaire les fripons qui conduisent les fanatiques et qui mettent le poignard entre leurs mains”.

VOLTAIRE.
Dictionnaire philosophique (1764)

EN VRAC...

Call-girl: demoiselle qui répond au téléphone... Sainte Jeanne d'Arc (qui entendait des voix) est la patronne des call-girls. Léo CAMPION

Y EN A MARRE!

Vous ne commencez pas à être fatigués de l'entendre ramialer sur les ondes ou de le voir gesticuler dans les étranges lucarnes ? On pourrait n'en plus parler et passer à autre chose, mais c'est quand même de notre vie à tous et à chacun qu'il s'agit. Il est difficile de ne pas imaginer que pourrait être très dangereux un zigoto à l'égo aussi hypertrophié.

Bien entendu, c'est pour ne pas perdre la face qu'il a fait semblant d'essayer de s'attaquer à la décision du Conseil constitutionnel sur la loi pourrie que Rachida Dati a peaufinée sur ses ordres. Est-il sûr qu'il faisait semblant? Il y a presque un certain accent de sincérité dans sa compassion pleurnicharde et électoraliste envers les victimes des «monstres». D'accord, il n'est pas trop mauvais comédien. Depuis quelques semaines, je rencontre plein de gens qui en ont marre. Par exemple, devant un pot sur un zinc, un mec ou une nana qui explose: «*Quand c'est qu'y va arrêter de nous les gonfler ce p'tit con*». Et pas des prolos, simplement des petits bourgeois excédés et déçus par l'esbroufe du jeanfoutre.

Et puis y donne pas le bon exemple. Son algarade du salon de l'Agriculture c'est négligeable, mais il est exact qu'il ne donne pas le bon exemple quand il devrait le faire. Plusieurs fois, lors de visites d'usine, tous les autres portent un casque, même ses gardes du corps, mais pas lui. Son orgueil lui impose de ne pas faire comme tout le monde. Comme il n'a jamais bossé en usine, il n'a pas conscience de l'énergie qu'il faut dépenser pour convaincre un ouvrier (surtout quand il est rémunéré au rendement) de ne pas négliger sa sécurité... et celle des autres.

CA VA MAL FINIR:

Où il est encore question de Sarko. Le «frère» Léotard s'efforce de lui régler son compte en moins de 150 pages. Au passage, j'y ai appris une anecdote dont je n'avais jamais entendu parler:

“On est en 1938. Vient nous rendre visite le ministre des Affaires étrangères du IIIème Reich. Comme il s'appelle von Ribbentrop, nos dirigeants un peu radicaux, un peu laïcs, naïfs et respectueux de la noblesse, pensent avoir affaire à un honnête homme. On le reçoit. Il demande qu'on lui présente le gouvernement français. On s'empresse de satisfaire cet impérieux désir. Il y a simplement un petit obstacle. Deux ministres de ce gouvernement sont juifs. Rien de plus simple: on leur demande de ne pas venir. Une heure plus tard, le petit voyou autrichien qui régnait sur le Reich millénaire savait qu'on ne l'embêterait pas sur le traitement de la question juive. Et voilà pourquoi votre fille est muette, aurait dit Molière” (*).

Au cas où François Léotard aurait pris ses désirs pour des réalités, j'ai téléphoné à un très cher ami historien et, notamment spécialiste du nazisme. Cette saloperie est vraie. Il s'agit des ministères Daladier de 1938 et les deux ministres concernés étaient probablement Jean Zay et Georges Mandel. C'était au temps de la chambre du Front Populaire..., celle qui a adoubé Pétain en juillet 1940 (moins 80 courageux qui lui ont fait un bras d'honneur). Pour le reste, c'est un blabla plutôt ennuyeux, mais, cela va de soi, plein de bonnes intentions: Sarko nous donne le tournis, il dit n'importe quoi dans l'exercice de sa fonction, il méprise la laïcité institutionnelle donc ses concitoyens et électeurs, il ne s'inquiète d'aucun devoir de réserve, il est inculte aussi bien en politique qu'en art pourquoi respecter une fonction qu'il ne respecte pas lui-même? etc. En fait, à part la citation ci-dessus, ce bouquin n'est intéressant que pour son titre et la quatrième de couverture où il est écrit: «*J'ai voté Nicolas Sarkozy mais je dors mal depuis*».

NOUVELLES DU FRONT:

Mise au point: Trouvé dans un quelconque quotidien une citation bien pensée (?!) du sieur Devedjian: «*Le communisme est un archaïsme, un canard à qui on a coupé la tête et qui continue à courir*». Comme il est évident qu'il parle du communisme d'Etat et qu'il n'a jamais entendu causer du communisme

anarchiste, sa réflexion, selon l'élégante formule de Chirac, m'en touche une sans faire bouger l'autre. Toutefois, la forme de l'expression est à retenir. Je me vois très bien affirmer: «*Le capitalisme est un archaïsme, un canard à qui on a coupé la tête et qui continue à courir*».

Copinage: Suite aux quelques lignes sur les femmes tondues, une camarade abonnée à «*L'Anarcho-Syndicaliste*» m'a fait parvenir le DVD d'un film terminé en 2007, *Tondues en 44*, de Jean-Pierre Carton. Ce n'est ni pleurnichard, ni revanchard. Même si la connerie congénitale des machos qui se prennent pour des justiciers est bien montrée, il y est précisé que certaines des tondues, peu nombreuses, avaient des dénonciations sur la conscience. Ce n'était pas une raison pour les traiter ainsi. A tout prendre, dans la société que nous subissons, je préfère les tribunaux «légaux» aux tribunaux «populaires» qui ne savent que faire des procès en sorcellerie.

Rengaine: Cette Europe totalitaire du fric et des cléricaux, comme Carthage, doit être détruite.

Marc PREVOTEL.

(*) François Léotard, *Ça va mal finir*, Grasset Paris 2008 140 pp. 10 euros, 31-32.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPE FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication: Alexandre HEBERT

email: maite.heb@wanadoo.fr
